

**Cahier des clauses techniques particulières commun aux 2 lots**

Objet	<b>Location de cabines de toilettes autonomes chimiques et sèches et leurs services associés pour la région Centre Val de Loire</b>
-------	---

<b>1</b>	<b>OBJET DU MARCHÉ.....</b>	<b>2</b>
	ARTICLE 1.01 ENTITES ADMINISTRATIVES .....	2
<b>2</b>	<b>PRESCRIPTIONS GENERALES DES MISES A DISPOSITIONS DES MATERIELS .....</b>	<b>2</b>
	ARTICLE 2.01 EXECUTION DU MARCHÉ .....	2
	ARTICLE 2.02 ÉTAT ET CONNAISSANCE DES LIEUX .....	2
	ARTICLE 2.03 CONFORMITE DES MATERIELS .....	2
	ARTICLE 2.04 FICHE DE DONNEES DE SECURITE (FDS) .....	3
<b>3</b>	<b>LOCATION DE CABINES DE TOILETTES AUTONOMES CHIMIQUES ET SECHES ET DE TOILETTES RACCORDABLES.....</b>	<b>3</b>
<b>4</b>	<b>SERVICES ASSOCIES COMMUNS A TOUS LES LOTS.....</b>	<b>5</b>
	ARTICLE 4.01 LOCATION SUPERIEURE A UNE SEMAINE (POUR TOUS LES MODULES DE L'OFFRE DE BASE ET DE LA PSE) 5	
	ARTICLE 4.02 LOCATION INFERIEURE A UNE SEMAINE (POUR L'OFFRE DE BASE ET DE LA PSE) .....	5
	ARTICLE 4.03 OPERATIONS DE MAINTENANCE (POUR L'OFFRE DE BASE ET DE LA PSE) .....	5
	ARTICLE 4.04 VIDANGE (POUR L'OFFRE DE BASE ET DE LA PSE) .....	6
	ARTICLE 4.05 NETTOYAGE HEBDOMADAIRE (POUR L'OFFRE DE BASE ET DE LA PSE).....	6
	ARTICLE 4.06 TRANSPORT (POUR TOUS LES TOILETTES DE L'OFFRE DE BASE ET DE LA PSE) .....	6
	ARTICLE 4.07 HISTORIQUE DES COMMANDES.....	8
<b>5</b>	<b>OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES PARTIES.....</b>	<b>9</b>
	ARTICLE 5.01 OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DE L'INRAP .....	9
	ARTICLE 5.02 OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU TITULAIRE ET DE SON PERSONNEL .....	9
<b>6</b>	<b>PRESCRIPTIONS GENERALES POUR LA MISE A DISPOSITION DES MATERIELS COMMUNES A TOUS LES LOTS .....</b>	<b>10</b>
	ARTICLE 6.01 ORDRE DE SERVICE .....	10
	ARTICLE 6.02 CHOIX DES MOYENS .....	10
	ARTICLE 6.03 DELAIS POUR MISE A DISPOSITION DES MATERIELS .....	10
	ARTICLE 6.04 DELAIS POUR LE REPLI DES MATERIELS EN FIN DE CHANTIER .....	10
	ARTICLE 6.05 TRAITEMENT DES RESERVES EMISES PAR LE TITULAIRE .....	10
	ARTICLE 6.06 PROTOCOLE DE SECURITE POUR LES OPERATIONS DE CHARGEMENT ET DECHARGEMENT DES MATERIELS 11	
<b>7</b>	<b>RECEPTION DES MATERIELS ET TRAITEMENT DES ANOMALIES ET NON CONFORMITES 11</b>	
	ARTICLE 7.01 RECEPTION DES MATERIELS AVANT MISE EN SERVICE .....	11
	ARTICLE 7.02 TRAITEMENT DES NON-CONFORMITES DANS LE CADRE DES PROCES-VERBAUX DE RECEPTION 12	
	ARTICLE 7.03 ÉTAT DES LIEUX.....	12
<b>8</b>	<b>RESPONSABILITE SOCIETALE ET DEVELOPPEMENT DURABLE .....</b>	<b>13</b>
	ARTICLE 8.01 RESPONSABILITE SOCIETALE .....	13
	ARTICLE 8.02 BIO CARBURANT .....	13
	ARTICLE 8.03 INSERTION SOCIALE.....	13
	ARTICLE 8.04 SCHEMA D'ORGANISATION ET DE SUIVI DE L'ÉLIMINATION DES DECHETS (SOSED)....	13
	ARTICLE 8.05 DISPOSITIONS VIS-A-VIS DE L'UTILISATION DE PRODUITS PETROLIERS.....	13
<b>9</b>	<b>CONTROLES.....</b>	<b>13</b>

## **1 Objet du marché**

Le présent marché concerne la location de cabines de toilettes autonomes sèches et chimiques, le tout comprenant l'ensemble des services associés et les transferts de ces matériels sur les chantiers archéologiques de l'Inrap, tels que définis au présent CCTP.

Les prestations demandées dans le présent CCTP, pourront être effectuées indifféremment sur des chantiers de diagnostic ou de fouille archéologique.

Ce marché est destiné à la direction interrégionale Centre Ile-de-France (CIF). Il concerne des prestations de location des toilettes autonomes sur toutes les communes de la région administrative ou du département indiqué dans l'acte d'engagement.

### **Article 1.01 Entités administratives**

La couverture géographique d'intervention correspond à la **région Centre Val de Loire**.

Chaque lot est dévolu par marché séparé réparti comme suit :

- Lot 1: Toilettes autonomes chimiques pour la région Centre-Val-de-Loire ;
- Lot 2 : Toilettes autonomes sèches pour la région Centre-Val-de-Loire.

**Les lots sont mono-attributaires.**

## **2 Prescriptions générales des mises à dispositions des matériels**

### **Article 2.01 Exécution du marché**

Le titulaire a à sa charge la réalisation des mises à dispositions de matériel et services associés tels que définis aux articles du présent CCTP et ce conformément aux règles de l'art et à la réglementation en vigueur.

Le titulaire devra mettre à disposition tous les matériels, matériaux et moyens nécessaires à la réalisation des articles définis aux présent CCTP.

### **Article 2.02 État et connaissance des lieux**

Le titulaire est réputé avoir vu les lieux et s'être rendu compte de leur situation, ainsi que de toutes les difficultés et sujétions pouvant résulter de l'exécution des prestations avant la fin du délai de préparation stipulé dans l'Ordre De Service (ODS) de démarrage et suivant le plan de situation joint à celui-ci. En aucun cas, il ne pourra se prévaloir d'une méconnaissance des conditions du chantier.

Le titulaire devra effectuer :

- Le nettoyage des accès privés ou publics si la propreté de ceux-ci est dégradée, suite aux opérations de livraison ou reprise des matériels ;
- La remise en état des éventuelles dégradations des voies publiques ou privées, en cas de responsabilité du titulaire.

### **Article 2.03 Conformité des matériels**

Tous les matériels devront être conformes aux réglementations en vigueur, et notamment aux réglementations CE, transcrites dans la réglementation française, au jour de la rédaction du présent CCTP. En cas de

changement des réglementations, qui entraînerait des modifications rétroactives, le titulaire est tenu de les prendre en compte.

Le titulaire, y compris ses sous-traitants, devra fournir sur demande, la ou les copies des licences de transport adéquates.

Pour tout matériel ayant subi des modifications après sa première mise en service, le titulaire devra fournir impérativement la (ou les) déclaration de conformité correspondante aux modifications effectuées.

Le titulaire fournira une notice claire d'utilisation pour un usage optimal des installations.

#### **Article 2.04 Fiche de Données de Sécurité (FDS)**

Le titulaire fournira, les FDS des produits pétroliers, produits de nettoyage, et autres substances utilisés pour le fonctionnement ou l'entretien des matériels.

### **3 Location de cabines de toilettes autonomes chimiques et sèches et de toilettes raccordables**

#### **○ Cabine de toilettes autonomes chimiques de chantier**

Les cabines se placent à tout endroit sans aucun raccordement d'évacuation.

Elles sont de conception en polyéthylène, parois flexibles, résistance aux UV avec tubes d'aération, équipées d'un clapet (pas de vue directe sur la réserve d'eau usées) et doivent comprendre les éléments suivants :

- WC à l'anglaise avec réservoir d'eau à recirculation ;
- Urinoir (non obligatoire) ;
- Lavabo avec distributeur de savon ;
- Distributeur de papier toilette ; et réserve de papier toilette ;
- Porte à serrure avec indicateur d'occupation ;
- 1 patère ;
- Sol palettisable et anti-dérapant ;
- Identification hommes/femmes ;
- Protection de siège ;
- Poubelle (hygiène féminine) ;
- Luminaire à énergie solaire (non obligatoire).



Une cabine devra prévoir à minima 100 utilisations par semaine sans vidange

#### **○ Cabine de toilettes sèches de chantier - Prestations supplémentaires éventuelles non obligatoires (PSE)**

Les cabines se placent à tout endroit sans aucun raccordement d'évacuation. Il s'agit de toilettes sèches à litière dont le traitement postérieur se fait par compostage. Elles se placent à tout endroit proche du chantier de fouilles ou de la base de vie.

Elles doivent comprendre les éléments suivants :

- WC à l'anglaise ;
- Papier toilette ;
- Distributeur de papier toilette et réserve de papier toilette ;
- Distributeur de gel Hydro-alcoolique (ou équivalent) ;
- Copeaux, sac compostable, pichet verseur et réserve de copeaux ;
- Porte à serrure avec indicateur d'occupation ;
- Sol palettisable antidérapant ;

- Identification hommes/femmes ;
- Luminaire à énergie solaire (non obligatoire).
- Possibilité de cadenacer la porte

Une cabine devra prévoir à minima 100 utilisations par semaine sans changement de litière.

○ **Cuves à effluents sous sanitaires 1000 à 3000 L**

Les cuves à effluents se placent sous les cabines de toilettes (2 wc H/F). Elles sont également raccordables à un module réfectoire pour l'évacuation de l'évier. Leur contenance **minimum** est de 1000 L.

Elles doivent comprendre les éléments suivants :

- Pipe de raccordements aux cabines de toilettes
- Pipe de Raccordements à un module réfectoire (évier)
- Bouche d'évacuation
- Marche pieds pour accéder aux cabines de toilettes

**Article 4.01 Location supérieure à une semaine (pour tous les modules de l'offre de base et de la PSE)**

Pour les locations supérieures à une semaine (5 jours ouvrés), les opérations de :

- la maintenance ;
- la vidange ;
- le nettoyage hebdomadaire des sanitaires ;
- le nettoyage de fin de chantier ;
- le réapprovisionnement des consommables ;

sont comprises dans le prix de location des cabines de toilettes. La vidange se fera à une fréquence d'une fois par semaine.

Ces opérations devront être assurées sur l'ensemble des chantiers concernés.

Les cabines devront être fournies lavées et désinfectées à la livraison (dans le cas contraire elles seraient refusées). Elles devront être conformes aux normes en vigueur.

**Article 4.02 Location inférieure à une semaine (pour l'offre de base et de la PSE)**

Pour les locations inférieures à une semaine, l'entretien n'est pas assuré pour la location des cabines de toilettes.

Seuls la vidange et le nettoyage de fin de chantier sont assurés pour les cabines de toilettes, lesquels sont compris dans le prix de la location des cabines de toilettes.

Les cabines devront être fournies lavées et désinfectées à la livraison (dans le cas contraire elles seraient refusées). Elles devront être conformes aux normes en vigueur

**Article 4.03 Opérations de maintenance (pour l'offre de base et de la PSE)**

Les opérations de maintenance concernent :

- Interventions périodiques nécessaires sur demande de l'Inrap pour assurer le maintien en état normal des équipements ;

Sur l'ensemble des modules demandés, les réparations dues à une panne ou une casse liée à la vétusté ou à une malfaçon ainsi que l'entretien courant lié à la bonne utilisation des modules, seront à la charge du titulaire sauf cas d'utilisation non conforme avérée.

Toute anomalie devra être traitée dans un délai d'un jour ouvré maximum après signalement par l'Inrap, dans la limite des horaires d'ouverture du chantier. Dans le cas où un remplacement s'avèrerait nécessaire par un matériel équivalent, il sera effectué dans un délai complémentaire d'un jour ouvré. Un délai plus court pourra être proposé par le titulaire, ce délai sera alors repris en termes d'engagement.

Pour les toilettes, les anomalies devront être traitées dans un délai de 24 heures (heure d'ouverture du chantier) maximum après signalement par l'Inrap. Le cas échéant, un remplacement sera effectué par un matériel équivalent. Un délai plus court pourra être proposé par le titulaire, ce délai sera alors repris en termes d'engagement.

#### **Article 4.04 Vidange (pour l'offre de base et de la PSE)**

La vidange comprend le renouvellement et approvisionnement en eau des réservoirs (eaux usées et sanitaires), le nettoyage, désinfection et remise en service des WC. La vidange des eaux usées n'est pas concernée.

#### **Article 4.05 Nettoyage hebdomadaire (pour l'offre de base et de la PSE)**

S'effectue pour les et cabines de toilettes autonomes. Il concerne :

- Fourniture de contenants à déchets différenciés (tri et divers) ;
- Enlèvement des poubelles des toilettes autonomes ;
- Réapprovisionnement des consommables (papier toilette, produit lave-mains, protections de siège, etc.) ;

Le titulaire doit intervenir obligatoirement entre 9h et 12h ou 13h30 et 16h30.

Un bon d'intervention, venant attester le passage de l'entreprise, devra être signé par le responsable d'opération Inrap ou son représentant et sera joint à la facturation mensuelle.

#### **Article 4.06 Transport (pour tous les toilettes de l'offre de base et de la PSE)**

Les transports, devront se faire conformément aux réglementations en vigueur. Les transports comprennent le déchargement et le positionnement du matériel (y compris le grutage, le calage et la mise à niveau, compris dans le prix du transport) selon l'implantation définie par la personne référente de l'Inrap ainsi que l'enlèvement lors de la fin du contrat de location fixé à la date du dernier jour du chantier.

**Au moment de la mise en place, le titulaire doit veiller à isoler les points de contact du cantonnement avec le sol et assurer le raccord à la terre de ce dernier (pour mise en conformité avec le principe de la cage de Faraday). Comment cela est-il mis en œuvre car pas présent auparavant ?**

Le titulaire prendra connaissance des accès de chantier et mettra en œuvre toutes les mesures nécessaires pour effectuer les transports et transferts sur chantier. En aucun cas, il ne pourra se prévaloir d'une méconnaissance des conditions d'accès au chantier.

Le titulaire devra également effectuer le nettoyage des accès privés ou publics lors des opérations de chargement et déchargement, ainsi que la remise en état des éventuelles dégradations des voies publiques, privées ou de tout autre ouvrage. Les opérations de transport, de chargement, de déchargement et de transfert se feront sous l'entière responsabilité du titulaire.

Le présent marché prévoit deux types de transfert :

- 1 amené et 1 repli pour le transport de la première mise en place (domiciliation de l'entreprise jusqu'au lieu du chantier puis reprise à la fin de la location) ;
- Transfert inter-chantiers, déplacements des matériels d'un chantier à un autre (d'une distance de 25 kms maximum entre deux chantiers).

Sauf ordre contraire de l'Inrap, la livraison se fait sur le chantier :

- Le jour demandé avant midi ;
- Ou la veille avec accord de l'Inrap mais sous la responsabilité du titulaire.

La prestation de location prend fin l'Inrap (par tout moyen courriel ). Passer ce délai l'Inrap ne prend plus en charge la location. Cette information déclenche les délais contractuels d'enlèvement que le candidat devra indiquer dans son mémoire.

Néanmoins, pour l'amené et le repli : le prestataire a la possibilité de proposer un délai plus court dans son offre.

Pour les cabines de toilettes, le prix pour l'amené, le repli et le transfert inter-chantier s'entend pour :

- 1 cabine ;
- 2 cabines ;
- Supérieur à 2 cabines.

Le prix concerne aussi bien le matériel de l'offre de base que celui de la PSE.

Le candidat pourra proposer un délai inférieur qui l'engagera et sera repris comme délais de livraison dans les bons de commande.

Le titulaire précise dans son offre le mode de calcul du transfert. Les transferts seront calculés sur la base de ce mode de calcul.

Le titulaire doit préciser si le mode de calcul s'effectue :

- au kilomètre (préciser les zones si concernés). Celui-ci doit préciser sur quel site est basé ce mode de calcul ;
- au forfait (préciser selon zones, modules) ;
- autres (à préciser).

Les distances des transports (amené, repli et transfert) sont calculées sur la base de VIA MICHELIN(en km), trajet le plus court utilisable par un véhicule poids lourd ou super lourd.

Le titulaire devra proposer ses tarifs, à partir de l'agence la plus proche du lieu d'exécution, conformément à son offre. Le prix HT comprend l'amené du matériel et le repli du matériel.

Dans le cas où l'agence la plus proche ne peut fournir le matériel demandé, situation amenant le titulaire à recourir à une agence plus éloignée, le titulaire facturera l'amené et le repli au tarif amené/repli de l'agence la plus proche du lieu d'exécution.



Avant toute livraison et au moins 2 (deux) jours ouvrés avant, le titulaire se devra de joindre le contact Inrap sur site (coordonnées transmises par l'éditeur de la réservation Inrap), afin de fixer l'heure de rendez-vous le plus précisément possible.

Pour les prestations de vidange et nettoyage hebdomadaire, les distances des transports (aller-retour ) sont calculés sur la base VIA MICHELIN(en km) trajet le plus court utilisable par un véhicule poids lourd ou super lourd.

#### **Article 4.07 Historique des commandes**

Année	Module réfectoire	Module bureau	Module sanitaire	Module vestiaire sans cloisonnement	Module sanitaire avec douche	Container sécurisé énergie	Container aménagé	BVM 4 pers 1 WC	BVM 10 pers 1 WC	BVM 6 pers 1 WC	BVM 10 pers 2 WC	Cabine toilettes chimiques	Cabine toilettes sèches
2021													
2022													
2023													
2024													

### **Article 5.01 Obligations et responsabilités de l'Inrap**

L'Inrap est responsable de l'utilisation du matériel mis à disposition par le titulaire et de tout ce qui concerne:

- L'emprise des travaux ;
- La nature du sol et du sous-sol ;
- Les règles régissant la sécurité et l'hygiène sur le chantier ;
- L'environnement ;
- le respect des règles de l'art ;
- La sécurité des biens mitoyens aux chantiers ;
- Le repérage des réseaux, publics ou privés (cf DT/DICT),
- Aériens et enterrés à l'intérieur de la zone des chantiers.

Cependant, la responsabilité du titulaire ou celle de son sous-traitant pourra être engagée en cas défaut de l'un d'eux.

Après réception du matériel loué mis à disposition sur un chantier, l'Inrap est responsable des conditions d'utilisation.

L'INRAP assume la responsabilité des consignes et des directives qu'il donne au personnel du titulaire, pour assurer la coordination de son intervention avec les autres activités du chantier.

L'INRAP organise l'accueil et l'information du personnel du titulaire concernant l'organisation des chantiers et la sécurité sur la zone du site d'intervention, au même titre que pour son propre personnel.

### **Article 5.02 Obligations et responsabilités du titulaire et de son personnel**

Le titulaire assume la maîtrise des opérations nécessaires à la mise en place des matériels et services associés, avec du personnel qualifié et formé.

Dès lors, le personnel du titulaire affecté à ces tâches :

- apprécie la capacité du matériel à effectuer les tâches à exécuter ;
- n'exécute que des tâches compatibles avec le matériel et les règles de sécurité.

En cas de problème, le titulaire prévient immédiatement le représentant Inrap du chantier. Ce dernier prendra en accord avec le titulaire toutes les dispositions qui s'imposent.

Le personnel du titulaire doit également :

- avoir une attitude correcte avec les agents de l'Inrap,
- respecter les horaires des chantiers,
- se conformer aux consignes d'hygiène et de sécurité en vigueur sur le chantier.

Le titulaire est responsable des dommages causés par son personnel aux installations et ouvrages apparents (mur, clôture, poteau téléphone, ...).

## **6 Prescriptions générales pour la mise à disposition des matériels communes à tous les lots**

Les articles présents aux Bordereaux des Prix Unitaires (BPU) sont mobilisables par l'Inrap, immédiatement si besoin et suivant l'émission d'Ordre De Service (ODS).

### **Article 6.01 Ordre de service**

Les ODS sont envoyés au fur et à mesure des besoins pour les mises à disposition des matériels et services associés, dans les délais détaillés ci-dessous.

Le titulaire devra impérativement retourner l'ODS signé à la fin des délais impartis pour émettre ses réserves. En l'absence de retour signé dans les délais impartis, l'ODS est considéré comme accepté par le titulaire.

### **Article 6.02 Choix des moyens**

L'Inrap est le seul décideur du choix des moyens et de leur unité de commande. Le titulaire doit se conformer au moyens et unités stipulés dans les ODS, qui seuls serviront à l'établissement de la facturation.

### **Article 6.03 Délais pour mise à disposition des matériels**

Le titulaire, sauf prescription contraire dans l'ODS, disposera d'un délai de 10 jours calendaires à partir de la date de réception de l'ODS, pour effectuer la mise en place des matériels et services associés, dans le cadre du démarrage du chantier de l'Inrap.

En cas d'urgence, le délais pourrait être raccourci à la demande de l'INRAP.

En cas de contestation, le titulaire disposera d'un délai de 5 jours calendaires pour émettre ses réserves à partir de la date de réception de l'ODS.

Le titulaire disposera d'un délai de 3 jours ouvrés, courant à partir de la date de l'envoi de l'ODS, pour effectuer des mises à dispositions complémentaires en cours d'exécution.

En cas de contestation, le titulaire disposera d'un délai d'1 jour ouvré pour émettre ses réserves, à partir de la date de réception de l'ODS.

### **Article 6.04 Délais pour le repli des matériels en fin de chantier**

La date prévisionnelle de repli est indiquée dans l'ODS initial de mise à disposition du matériel. Le titulaire, sauf prescription contraire dans l'ODS, disposera d'un délai de 5 jours calendaires à partir de la confirmation de l'INRAP par courriel, de la date réelle, pour effectuer le repli de ses matériels. L'ODS initial peut être prolongé, ou réduit pour les besoins du chantier, et obligatoirement par écrit.

En cas de contestation, le titulaire disposera d'un délai de 3 jours calendaires pour émettre ses réserves (par écrit obligatoirement), à partir de la confirmation de la date de repli donnée par l'Inrap.

### **Article 6.05 Traitement des réserves émises par le titulaire**

Toutes réserves émises qui concerneraient une défaillance du titulaire à servir le présent marché conformément à son offre et son engagement vis-à-vis de l'Inrap, ne seront pas acceptées et pourront donner lieu à des pénalités.

Les réserves émises par le titulaire, consécutives à des événements imprévisibles ou non connus lors de l'émission des ODS par l'INRAP et ne permettant pas d'y répondre seront traitées au cas par cas.

Les ODS pourront, suivant la nature des réserves, être suspendus, annulés ou modifiés.

Dès lors que la justification de ses réserves est établie, aucune procédure de pénalité ne sera enclenchée.

Liste non exhaustive d'exemple de réserve pour événements imprévus:

- intempérie ;
- barrière de dégel ;
- voie publique avec limitation de tonnage ;
- accès au chantier inadapté, etc.

L'INRAP demeure seul décideur de l'acceptation ou du refus des réserves du titulaire sur les ODS.

#### **Article 6.06 Protocole de sécurité pour les opérations de chargement et déchargement des matériels**

Conformément aux articles R. 4515-1 à R. 4515-11 du Code du travail, toutes les livraisons des matériels feront l'objet d'un protocole de sécurité pour les opérations de chargement et déchargement effectuées par une entreprise extérieure, situations « à risques » en termes d'accidents du travail. La législation a renforcé les obligations patronales de ce point de vue pour assurer la sécurité des travailleurs. Des dispositions spécifiques fixent ainsi les règles de coordination et de prévention devant être observées (Code du travail, art. R. 4515-1 à R. 4515-11). En particulier, les opérations de chargement ou de déchargement réalisées par des entreprises extérieures doivent faire l'objet d'un document écrit, appelé « protocole de sécurité » (lequel remplace le plan de prévention).

Le Protocole de Sécurité est un document qui a pour but de recenser et d'évaluer les risques inhérents à la co-activité entre structure d'accueil et transporteur (INRAP et entreprise extérieure) lors d'opérations de chargement et/ou déchargement. Le protocole de sécurité chargement / déchargement définit le rôle de chacun des intervenants ainsi que les moyens mis en œuvre.

Le protocole de sécurité sera envoyé avec l'ODS. Le titulaire devra compléter sa partie et le renvoyer impérativement, avant les opérations de chargement ou déchargement, en même temps que l'ODS.

### **7 Réception des matériels et traitement des anomalies et non conformités**

#### **Article 7.01 Réception des matériels avant mise en service**

Tous les matériels livrés, font l'objet d'une réception en la présence obligatoire des deux parties, afin de vérifier leur conformité par rapport à la définition du CCTP et du BPU. En cas d'absence du titulaire, la réception, et éventuellement les anomalies constatées, est prononcée de fait, et le titulaire ne pourra la contester.

Pour toutes réserves émises, il sera procédé à leur levée (si les réserves ont été corrigées) par écrit.

Il peut être établi plusieurs PV (procès-verbaux), au fur et à mesure de l'apparition des non-conformités, au cours du déroulement du chantier.

Lorsque qu'un matériel sera identifié comme non-conforme, par rapport à la définition du présent CCTP et du BPU, les anomalies seront traitées au cas par cas suivant la procédure ci-après.

## **Article 7.02 Traitement des non-conformités dans le cadre des Procès-verbaux de réception**

La liste des non-conformités ci-dessous n'est pas exhaustive.

La liste des non-conformités ci-dessous n'est pas exhaustive.

Constats	Actions					Titulaire
	Représentant Inrap		Direction Inrap			
	Réception	Avec réserves	Mise en demeure	Pénalités <sup>(1)</sup>	Décote prix <sup>(2)</sup>	
Caractéristiques non-conformes, utilisation possible	OUI	OUI	NON	NON	OUI	Décote de 10% si le matériel est de capacité inférieure à celle commandée. Aucune révision du prix de la part de titulaire ne sera acceptée, dans le cas d'un matériel de capacité supérieure par rapport aux stipulations de l'ODS.
Caractéristiques non-conformes, utilisation impossible	NON	/	OUI	OUI immédiates	/	Matériel refusé, et livraison nouveau matériel (cf pénalités article 11.2 du CCAP)
Absence de Fiche De Sécurité	OUI	OUI	OUI	OUI, après délai	/	Délai pour présentation document 1 jour max. Passé le délai le matériel pourra être immobilisé dans l'attente de remise des documents.
Retard de livraison justifié	OUI	OUI	NON	NON	/	Présentation justificatif tel que : accident, maladie, interdiction de circulation de PL, barrière de dégel, ...
Retard de livraison non justifié	OUI	OUI	OUI	OUI immédiates	/	Pénalité de retard, cf article 11.1 du CCAP

(1) Voir CCAP

(2) L'Inrap demande par écrit à l'entreprise une décote du prix si le matériel est de capacité inférieure

L'INRAP ne peut être tenu pour responsable des conséquences dommageables de vices cachés du matériel loué ou de son usure non apparente le rendant impropre à l'usage auquel il est destiné.

## **Article 7.03 État des lieux**

A la fin de la location, un état des lieux de sortie sera fixé à la date du dernier jour de chantier Inrap. Le titulaire en sera informé par courriel 48 h avant, afin qu'il soit présent à cette date. En cas d'absence du titulaire, l'état des lieux est effectué sans sa présence. Dans ce cas, le titulaire ne pourra s'opposer ou émettre des réserves sur l'état des lieux.

L'Inrap ne pourra être tenu responsable des dégradations survenues à une date postérieure à la fin de location.

## **8 Responsabilité sociétale et développement durable**

### **Article 8.01 Responsabilité sociétale**

Le titulaire devra au maximum mettre en œuvre des moyens propices à la limitation des distances parcourues et donc à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et autres gaz polluants et conjointement à la limitation des risques en matière de santé et de sécurité (plus particulièrement du risque routier) des personnels.

### **Article 8.02 Bio carburant**

En cas d'intervention dans des zones spécifiques ayant de fortes contraintes de protection environnementale, le titulaire précise s'il est en mesure de fournir des matériels avec des huiles et carburant "bio". Le cas échéant, la demande sera faite par l'Inrap au titulaire, au minimum un mois avant le démarrage du chantier. Cette demande sera traitée suivant la procédure de prix nouveau.

### **Article 8.03 Insertion sociale**

Le titulaire présentera dans son offre technique les missions effectuées dans le cadre du marché afin d'intégrer des personnels éloignés de l'emploi. Le titulaire présentera le pourcentage de personnel par rapport au montant annuel du marché concerné par cette catégorie.

L'Inrap procédera à chaque fin d'année contractuelle, au contrôle de la bonne exécution de cette clause, conformément à l'offre du titulaire.

### **Article 8.04 Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets (SOSED)**

Dans ce document type, qui sera soumis au visa de l'Inrap, le titulaire expose et s'engage de manière détaillée et précise sur :

- Les centres de stockage ou centres de regroupement ou unités de recyclages vers lesquels seront acheminés les différents déchets à éliminer ;
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets ;
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les diverses opérations afférentes à servir le marché, pour identifier les diverses catégories de déchets.

Ce document sera établi avant chaque chantier concerné par le suivi et l'élimination des déchets. Il pourra au besoin être complété pendant le chantier, suivant la nature et volumes des déchets présents.

### **Article 8.05 Dispositions vis-à-vis de l'utilisation de produits pétroliers**

Le titulaire prendra toutes les dispositions conformément à la réglementation en vigueur concernant le stockage et l'utilisation des hydrocarbures et autres produits pétroliers pour le ravitaillement et l'entretien des matériels. Le titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour prévenir les éventuelles pollutions accidentelles sur les chantiers. En cas de perte de liquide (huile, gazole, liquide de refroidissement, ...) entraînant une pollution des terrains, le titulaire prendra immédiatement les mesures nécessaires à la protection des cours d'eau et des nappes phréatiques. Il informera sans délai la Direction Interrégionale de l'Inrap de toute pollution.

## **9 Contrôles**

Le titulaire présentera dans son offre les moyens de contrôle et d'autocontrôle (suivi des non conformités, actions correctives, actions préventives) qu'il compte mettre en place pour la bonne exécution des présentes prestations afin de garantir le principe d'amélioration continue.

Il indiquera également les délais de reporting et les modalités d'information de l'Inrap en cas de dysfonctionnement.